



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA HAUTE MARNE
ARRONDISSEMENT DE LANGRES
MAIRIE DE BOURBONNE LES BAINS (52400)
☎ 03 25 90 14 80
✉ mairie.de.bourbonne@orange.fr

2023/DEC/ 29

Droit de préemption urbain au 16 rue Jean Carbon à Bourbonne les Bains

Le Maire de la Commune de BOURBONNE LES BAINS

U le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU la délibération n°2019_018 du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes des Savoir-Faire en date du 21 février 2019,

VU la délibération n°2020/7 « Délégations d'attribution du Conseil Municipal au Maire – alinéa n°15 » du 09 juin 2020,

VU la délibération n°DEL-2022-69 du Conseil Municipal de la Commune de Bourbonne les Bains du 18 octobre 2022,

VU la DIA n°05206023B0022 reçue le 27 mars 2023 à la Commune de Bourbonne les Bains émanant de Maître Frédéric VAUTHIER pour la vente de la parcelle cadastrée section AK 273,

CONSIDÉRANT *qu'aucun projet n'est envisagé par la Commune sur cette parcelle. Il n'est pas nécessaire de préempter cette dernière,*

DÉCIDE

Article 1^{er}: Il est décidé de ne pas préempter la vente de la parcelle cadastrée section AK 273 – 16 rue Jean Carbon à Bourbonne les Bains pour un montant de 20 000.00 €.

Article 2: Le Maire de la Commune de Bourbonne les Bains est chargé de l'exécution de la présente décision.

Envoyé en préfecture le 30/03/2023

Reçu en préfecture le 30/03/2023

Publié le 30/03/2023

ID : 052-215200403-20230330-DEC2023_29-AR

Article 3 : Il sera rendu compte de cette décision au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance et publiée.

Copie de la présente décision adressée à :

- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Langres

- Maître Frédéric VAUTHIER

- La DDFIP des Vosges

A Bourbonne les Bains,
le 30 mars 2023
Le Maire par délégation du Conseil Municipal,

Monsieur André NOIROT



Le Maire de la Commune de Bourbonne les Bains certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Châlons en Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa transmission et/ou de sa notification et publication